

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

.

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Parlement

2003/657/CE, Euratom :

★ **Arrêt définitif du budget rectificatif n° 2 de l'Union européenne pour l'exercice 2003 1**

1

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

PARLEMENT

**ARRÊT DÉFINITIF
du budget rectificatif n° 2 de l'Union européenne
pour l'exercice 2003**

(2003/657/CE, Euratom)

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 272, paragraphe 4, avant-dernier alinéa,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 177,

vu le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ⁽¹⁾, et notamment ses articles 37 et 38,

vu le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2003, définitivement arrêté le 19 décembre 2002 ⁽²⁾,

vu l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire ⁽³⁾,

vu l'avant-projet de budget rectificatif n° 3 de l'Union européenne pour l'exercice 2003, présenté par la Commission le 14 mai 2003,

vu le projet de budget rectificatif n° 3 de l'Union européenne pour l'exercice 2003, établi par le Conseil le 16 juin 2003,

⁽¹⁾ JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.

⁽²⁾ JO L 54 du 28.2.2003, p. 1.

⁽³⁾ JO C 172 du 18.6.1999, p. 1.

vu l'article 92 et l'annexe IV de son règlement,

vu la résolution adoptée par le Parlement européen le 3 septembre 2003,

la procédure prévue aux articles 272 du traité instituant la Communauté européenne et 177 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique étant ainsi achevée,

CONSTATE:

Article unique

Le budget rectificatif n° 2 de l'Union européenne pour l'exercice 2003 est définitivement arrêté.

Fait à Strasbourg, le 3 septembre 2003.

Le président

Pat COX

**BUDGET RECTIFICATIF N° 2
DE L'UNION EUROPÉENNE POUR L'EXERCICE 2003**

SOMMAIRE

Page

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

A. Financement du budget général	5
B. État général des recettes par ligne budgétaire	15

A. FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

Crédits à couvrir, pendant l'exercice 2003, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil, du 29 septembre 2000, relative au système des ressources propres des Communautés européennes

DÉPENSES

Description	Budget 2003	Budget 2002 ⁽¹⁾
<i>A. Section III «Commission» (partie B)</i>		
1. Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «Garantie» (sous-section B1)	44 762 450 000	44 480 180 000
2. Actions structurelles, dépenses structurelles et de cohésion, mécanisme financier, autres actions agricoles et régionales, transports et pêche (sous-section B2)	33 330 476 500	32 287 100 000
3. Formation, jeunesse, culture, audiovisuel, information et autres actions sociales (sous-section B3)	879 610 000	888 220 000
4. Énergie, contrôle de sécurité nucléaire d'Euratom et environnement (sous-section B4)	250 832 000	189 310 000
5. Protection des consommateurs, marché intérieur, industrie et réseaux transeuropéens, espace de liberté, de sécurité et de justice (sous-section B5)	1 165 694 000	1 124 222 000
6. Recherche et développement technologique (sous-section B6)	3 650 000 000	3 751 687 600
7. Actions extérieures (sous-section B7)	7 687 634 450	7 387 044 500
8. Politique étrangère et de sécurité commune (sous-section B8)	50 000 000	35 000 000
9. Garanties, réserves et compensations (sous-section B0)	366 169 050	335 162 000
Sous-total de la partie B de la section III	92 142 866 000	90 477 926 100
<i>B. Section III «Commission» (partie A)</i>	3 489 472 371	3 424 801 929
Sous-total de la section III	95 632 338 371	93 902 728 029
<i>C. Sections I, II, IV, V, VI, VII et VIII (autres institutions)</i>	1 870 598 727	1 753 659 209
Total des dépenses ⁽²⁾	97 502 937 098	95 656 387 238
⁽¹⁾ Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget 2002 (JO L 29 du 31.1.2002, p. 1), plus les budgets rectificatifs n ^{os} 1, 2, 3, 4, 5 et 6/2002.		
⁽²⁾ Le troisième alinéa de l'article 268 du traité instituant la Communauté européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».		

RECETTES

Description	Budget 2003	Budget 2002 ⁽¹⁾
Recettes diverses (titres 4 à 9)	837 360 234	1 393 036 667
Excédent disponible de l'exercice précédent (chapitre 3 0, article 3 0 0)	7 413 481 988	15 002 522 104
Excédent des ressources propres résultant d'un virement de chapitres FEOGA, section «Garantie» (chapitre 3 0, article 3 0 1)	p.m.	p.m.
Excédent de ressources propres provenant du reversement de l'excédent du fonds de garantie relatif aux actions extérieures (chapitre 3 0, article 3 0 2)	p.m.	372 460 000
Soldes des ressources propres provenant de la TVA et des ressources propres fondées sur le PNB/RNB relatif aux exercices antérieurs (chapitres 3 1 et 3 2)	p.m.	p.m.
Régularisation des frais de perception au titre de l'année 2001(chapitre 2 0)	—	- 2 037 915 181
Total des recettes des titres 2 à 9	8 250 842 222	14 730 103 590
Montant net des droits de douane, des droits agricoles et des cotisations dans le secteur du sucre (chapitres 1 0, 1 1, 1 2 et 1 9)	12 140 325 000	11 720 100 000
Ressources propres «TVA» au taux uniforme (tableaux 1 et 2, chapitre 1 3)	24 121 259 065	22 601 189 980
Reste à financer par la ressource complémentaire (ressources propres «RNB», tableaux 3 et 4, chapitre 1 4)	52 990 510 811	46 604 993 668
Crédits à couvrir par les ressources propres visées à l'article 2 de la décision 2000/597/CE, Euratom ⁽²⁾	89 252 094 876	80 926 283 648
Total des recettes ⁽³⁾	97 502 937 098	95 656 387 238
<p>⁽¹⁾ Le financement du budget 2002 tient compte des budgets rectificatifs n^{os} 1, 2, 3, 4, 5 et 6/2002.</p> <p>⁽²⁾ Les ressources propres pour le projet de budget 2003 sont déterminées sur la base des prévisions budgétaires adoptées lors de la 125^e réunion du comité consultatif des ressources propres du 26 avril 2002.</p> <p>⁽³⁾ Le troisième alinéa de l'article 268 du traité instituant la Communauté européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».</p>		

TABLEAU 1

Calcul de l'écrêtement des assiettes harmonisées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c) de la décision 2000/597/CE, Euratom

États membres	1 % de l'assiette «TVA» non écrêtée	1 % du revenu national brut	Taux d'écrêtement (en %)	1 % du revenu national brut multiplié par le taux d'écrêtement	1 % de l'assiette «TVA» écrêtée	États membres l'assiette «TVA» est écrêtée	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) ⁽¹⁾		(6)
Belgique	1 116 191 000	2 829 922 000	50	1 414 961 000	1 116 191 000		
Danemark	730 050 000	1 930 268 000	50	965 134 000	730 050 000		
Allemagne	10 309 805 000	21 797 721 000	50	10 898 860 500	10 309 805 000		
Grèce	824 477 000	1 510 135 000	50	755 067 500	755 067 500		Grèce
Espagne	4 096 591 000	7 150 028 000	50	3 575 014 000	3 575 014 000		Espagne
France	7 580 995 000	15 707 572 000	50	7 853 786 000	7 580 995 000		
Irlande	629 806 000	1 135 927 000	50	567 963 500	567 963 500		Irlande
Italie	5 468 706 000	13 258 098 000	50	6 629 049 000	5 468 706 000		
Luxembourg	147 406 000	218 115 000	50	109 057 500	109 057 500		Luxembourg
Pays-Bas	2 351 034 000	4 755 977 000	50	2 377 988 500	2 351 034 000		
Autriche	1 078 511 000	2 216 719 000	50	1 108 359 500	1 078 511 000		
Portugal	829 802 000	1 307 729 000	50	653 864 500	653 864 500		Portugal
Finlande	593 753 000	1 438 285 000	50	719 142 500	593 753 000		
Suède	1 135 907 000	2 580 856 000	50	1 290 428 000	1 135 907 000		
Royaume-Uni	8 926 011 000	17 996 849 000	50	8 998 424 500	8 926 011 000		
Total	45 819 045 000	95 834 201 000		47 917 100 500	44 951 930 000		

(¹) L'assiette à prendre en compte n'excède pas 50 % du RNB.

Calcul du taux uniforme d'appel des ressources propres «TVA» (article 2 paragraphe 4 de la décision 2000/597/CE, Euratom):

$$\text{Taux uniforme (\%)} = \text{taux d'appel maximal} - \text{taux gelé}$$

A. Le taux d'appel maximal est fixé à 0,75 % pour l'année 2003.

B. Détermination du taux gelé par la correction des déséquilibres budgétaires accordée au Royaume-Uni [article 2 paragraphe 4 point b) de la décision 2000/597/CE, Euratom]:

1) Calcul de la part théorique des pays avec une charge financière limitée

Selon l'article 5 paragraphe 1 de la décision 2000/597/CE, Euratom, la contribution financière de l'Allemagne (D), des Pays-Bas (NL), de l'Autriche (A) et de la Suède (S) est limitée à un quart de leur contribution normale.

Formule d'un pays à charge financière limitée, par exemple l'Allemagne:

$$\text{Contribution «TVA» théorique de l'Allemagne} = [\text{assiette «TVA» écartée de l'Allemagne} / (\text{assiette «TVA» écartée de l'UE} - \text{assiette «TVA» écartée du RU})] \times 1/4 \times \text{correction en faveur du Royaume-Uni}$$

Exemple chiffré: Allemagne

$$\text{Contribution «TVA» théorique de l'Allemagne} = 10\,309\,805\,000 / (44\,951\,930\,000 - 8\,926\,011\,000) \times 1/4 \times 5\,033\,070\,221 = 360\,087\,778,2591540$$

2) Calcul du taux gelé

$$\text{Taux gelé} = [\text{correction RU} - \text{contributions TVA théoriques (D + NL + A + S)}] / [\text{assiette «TVA» écartée de l'UE} - \text{assiettes «TVA» écartées (RU + D + NL + A + S)}]$$

$$\text{Taux gelé} = 5\,033\,070\,221 - (360\,087\,778,2591540 + 82\,113\,930,3480261 + 37\,668\,862,7784966 + 39\,673\,517,3884492) / [44\,951\,930\,000 - (8\,926\,011\,000 + 10\,309\,805\,000 + 2\,351\,034\,000 + 1\,078\,511\,000 + 1\,135\,907\,000)]$$

$$\text{Taux gelé} = 0,213398811452137 \%$$

Taux uniforme:

$$0,75 \% - 0,213398811452137 \% = 0,536601188547863 \%$$

TABLEAU 2

Répartition des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c) de la décision 2000/597/CE, Euratom (chapitre 1 3)

États membres	1 % de l'assiette «TVA» écartée	Taux maximal d'appel «TVA» (en %)	Taux uniforme de ressources propres «TVA» (en %)	Ressources propres «TVA» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) x (3)
Belgique	1 116 191 000	0,75	0,536601189	598 949 417
Danemark	730 050 000	0,75	0,536601189	391 745 698
Allemagne	10 309 805 000	0,75	0,536601189	5 532 253 617
Grèce	755 067 500	0,75	0,536601189	405 170 118
Espagne	3 575 014 000	0,75	0,536601189	1 918 356 761
France	7 580 995 000	0,75	0,536601189	4 067 970 927
Irlande	567 963 500	0,75	0,536601189	304 769 889
Italie	5 468 706 000	0,75	0,536601189	2 934 514 139
Luxembourg	109 057 500	0,75	0,536601189	58 520 384
Pays-Bas	2 351 034 000	0,75	0,536601189	1 261 567 639
Autriche	1 078 511 000	0,75	0,536601189	578 730 284
Portugal	653 864 500	0,75	0,536601189	350 864 468
Finlande	593 753 000	0,75	0,536601189	318 608 566
Suède	1 135 907 000	0,75	0,536601189	609 529 046
Royaume-Uni	8 926 011 000	0,75	0,536601189	4 789 708 112
Total	44 951 930 000			24 121 259 065

TABLEAU 3

Détermination du taux uniforme et répartition des ressources fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) de la décision 2000/597/CE, Euratom (chapitre 1 4)

États membres	1 % du revenu national brut	Taux uniforme des ressources propres «assiette complémentaire»	Ressources propres «assiette complémentaire» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3) = (1) x (2)
Belgique	2 829 922 000	0,5529395 ⁽¹⁾	1 564 775 527
Danemark	1 930 268 000		1 067 321 335
Allemagne	21 797 721 000		12 052 819 957
Grèce	1 510 135 000		835 013 223
Espagne	7 150 028 000		3 953 532 581
France	15 707 572 000		8 685 336 291
Irlande	1 135 927 000		628 098 856
Italie	13 258 098 000		7 330 925 474
Luxembourg	218 115 000		120 604 389
Pays-Bas	4 755 977 000		2 629 767 327
Autriche	2 216 719 000		1 225 711 394
Portugal	1 307 729 000		723 094 960
Finlande	1 438 285 000		795 284 523
Suède	2 580 856 000		1 427 057 108
Royaume-Uni	17 996 849 000		9 951 167 866
Total	95 834 201 000		

(¹) Calcul du taux: (52 990 510 811) / (95 834 201 000) = 0,552939454370784 %

TABLEAU 4

Ressources fondées sur le RNB — Financement des réserves [article 2 paragraphe 1 point d) et article 6 de la décision 2000/597/CE, Euratom] (chapitre 1 4)

États membres	Réserve prêts et garantie de prêts	Réserve d'aide d'urgence	Ressources propres «RNB», réserves exclues	Ressources propres «RNB» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)
Belgique	6 407 870	6 407 870	1 551 959 787	1 564 775 527
Danemark	4 370 759	4 370 759	1 058 579 817	1 067 321 335
Allemagne	49 357 173	49 357 173	11 954 105 611	12 052 819 957
Grèce	3 419 440	3 419 440	828 174 343	835 013 223
Espagne	16 190 004	16 190 004	3 921 152 573	3 953 532 581
France	35 567 084	35 567 084	8 614 202 123	8 685 336 291
Irlande	2 572 111	2 572 111	622 954 634	628 098 856
Italie	30 020 674	30 020 674	7 270 884 126	7 330 925 474
Luxembourg	493 884	493 884	119 616 621	120 604 389
Pays-Bas	10 769 089	10 769 089	2 608 229 149	2 629 767 327
Autriche	5 019 377	5 019 377	1 215 672 640	1 225 711 394
Portugal	2 961 127	2 961 127	717 172 706	723 094 960
Finlande	3 256 748	3 256 748	788 771 027	795 284 523
Suède	5 843 903	5 843 903	1 415 369 302	1 427 057 108
Royaume-Uni	40 750 757	40 750 757	9 869 666 352	9 951 167 866
Total	217 000 000	217 000 000	52 556 510 811	52 990 510 811
Pourcentage du «1 % RNB»	0,0023	0,0023	0,5484	0,5529

TABLEAU 5

Correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 2002 conformément aux dispositions de l'article 4 de la décision 2000/597/CE, Euratom (chapitre 1 5)

Description	Coefficient (%)	Montant
1. Part du Royaume-Uni (en %) dans le total des assiettes TVA non-écrêtées	19,41	
2. Part du Royaume-Uni (en %) dans le total des dépenses réparties	8,76	
3. (1) — (2)	10,65	
4. Total des dépenses réparties		76 696 823 549
5. (3) × (4)		8 166 644 119
6. 0,66 × (5) = montant initial		5 389 985 118
7. Avantage du Royaume-Uni ⁽¹⁾		311 835 284
8. Compensation de base pour le Royaume-Uni = (6) — (7)		5 078 149 835
9. Gains exceptionnels de ressources propres traditionnelles ⁽²⁾		45 079 614
10. Correction en faveur du Royaume-Uni = (8) — (9)		5 033 070 221
⁽¹⁾ Il s'agit de l'avantage que retire le Royaume-Uni du système des ressources propres en vigueur par rapport aux systèmes antérieurs, en raison de l'introduction de la ressource «PNB» et de l'écrêtement des assiettes «TVA».		
⁽²⁾ Ces gains exceptionnels correspondent à l'avantage que retire le Royaume-Uni du système des ressources propres en vigueur par rapport aux systèmes antérieurs, en raison de l'accroissement du pourcentage des ressources propres traditionnelles que les États membres retiennent pour couvrir leurs frais de perception de celles-ci.		

TABLEAU 6

Calcul du financement de la correction en faveur du Royaume-Uni arrêlée à — 5 033 070 221 euros (chapitre 1 5)

États membres	Parts dans les assiettes «RNB»	Parts sans le Royaume-Uni	Parts sans l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni	3/4 de la part de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Suède dans la colonne (2)	Colonne (4) répartie selon la clé de la colonne (3)	Clé de financement	Clé de financement appliquée à la correction
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) + (4) + (5)	(7)
Belgique	2,95	3,64	6,09		1,84	5,47	275 544 428
Danemark	2,01	2,48	4,15		1,25	3,73	187 946 732
Allemagne	22,75	28,00	0,00	- 21,00	0,00	7,00	352 367 653
Grèce	1,58	1,94	3,25		0,98	2,92	147 039 136
Espagne	7,46	9,19	15,38		4,65	13,83	696 185 399
France	16,39	20,18	33,79		10,21	30,39	1 529 418 106
Irlande	1,19	1,46	2,44		0,74	2,20	110 603 174
Italie	13,83	17,03	28,52		8,62	25,65	1 290 917 217
Luxembourg	0,23	0,28	0,47		0,14	0,42	21 237 466
Pays-Bas	4,96	6,11	0,00	- 4,58	0,00	1,53	76 882 003
Autriche	2,31	2,85	0,00	- 2,14	0,00	0,71	35 834 025
Portugal	1,36	1,68	2,81		0,85	2,53	127 331 227
Finlande	1,50	1,85	3,09		0,93	2,78	140 043 230
Suède	2,69	3,32	0,00	- 2,49	0,00	0,83	41 720 425
Royaume-Uni	18,78	0,00	0,00		0,00	0,00	0
Total	100,00	100,00	100,00	- 30,21	30,21	100,00	5 033 070 221

Les calculs sont effectués avec une précision de quinze décimales.

TABLEAU 7
Récapitulation du financement du budget général par type de ressource propre et par État membre

États membres	Droits agricoles nets (75 %)	Cotisations nettes dans le secteur du sucre et de l'isoglucose (75 %)	Droits de douane nets (75 %)	Total des ressources propres traditionnelles nettes (75 %)	Ressources propres «TVA» au taux uniforme	Ressources propres «RNB», réservées exclues	Ressources propres «RNB», réservées	Correction en faveur du Royaume-Uni, ressources propres «TVA» et «RNB»	Total des ressources propres (1)
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (5) + (6) + (7) + (8)
Belgique	19 275 000	32 025 000	987 000 000	1 038 300 000	598 949 417	1 551 959 787	12 815 740	275 544 428	3 477 569 372
Danemark	4 650 000	17 400 000	218 700 000	240 750 000	391 745 698	1 058 579 817	8 741 518	187 946 732	1 887 763 765
Allemagne	118 875 000	142 125 000	2 352 975 000	2 613 975 000	5 532 253 617	11 954 105 611	98 714 346	352 367 653	20 551 416 227
Grèce	7 875 000	8 925 000	134 325 000	151 125 000	405 170 118	828 174 343	6 838 880	147 039 136	1 538 347 477
Espagne	28 575 000	23 175 000	701 850 000	753 600 000	1 918 356 761	3 921 152 573	32 380 008	696 185 399	7 321 674 741
France	80 175 000	139 950 000	1 022 475 000	1 242 600 000	4 067 970 927	8 614 202 123	71 134 168	1 529 418 106	15 525 325 324
Irlande	600 000	5 850 000	126 525 000	132 975 000	304 769 889	622 954 634	5 144 222	110 603 174	1 176 446 919
Italie	44 625 000	51 900 000	1 066 350 000	1 162 875 000	2 934 514 139	7 270 884 126	60 041 348	1 290 917 217	12 719 231 830
Luxembourg	225 000	0	16 500 000	16 725 000	58 520 384	119 616 621	987 768	21 237 466	217 087 239
Pays-Bas	158 700 000	58 650 000	1 238 025 000	1 455 375 000	1 261 567 639	2 608 229 149	21 538 178	76 882 003	5 423 591 969
Autriche	6 750 000	14 850 000	167 550 000	189 150 000	578 730 284	1 215 672 640	10 038 754	35 834 025	2 029 425 703
Portugal	25 350 000	1 275 000	112 500 000	139 125 000	350 864 468	717 172 706	5 922 254	127 331 227	1 340 415 655
Finlande	4 875 000	4 425 000	89 100 000	98 400 000	318 608 566	788 771 027	6 513 496	140 043 230	1 352 336 319
Suède	13 125 000	10 800 000	276 000 000	299 925 000	609 529 046	1 415 369 302	11 687 806	41 720 425	2 378 231 579
Royaume-Uni	366 150 000	35 250 000	2 204 025 000	2 605 425 000	4 789 708 112	9 869 666 352	81 501 514	- 5 033 070 221	12 313 230 757
Total	879 825 000	546 600 000	10 713 900 000	12 140 325 000	24 121 259 065	52 556 510 811	434 000 000	0	89 252 094 876

(1) Total des ressources propres en pourcentage du RNB: (89 252 094 876) / (9 583 420 100 000) = 0,93 %; plafond des ressources propres en pourcentage du RNB: 1,24 %.

B. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

Titre	Intitulé	Budget 2003	Budget rectificatif et supplémentaire no 2	Nouveau montant
1	RESSOURCES PROPRES	95 665 576 864	- 6 413 481 988	89 252 094 876
2	RÉGULARISATION DE FRAIS DE PERCEPTION	—		—
3	EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS	1 000 000 000	+ 6 413 481 988	7 413 481 988
4	TAXES DIVERSES, PRÉLÈVEMENTS ET REDEVANCES COMMUNAUTAIRES	608 077 032		608 077 032
5	RECETTES PROVENANT DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF DES INSTITUTIONS	95 473 696		95 473 696
6	CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES, REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES, RECETTES DE SERVICES FOURNIS À TITRE ONÉREUX, CONTRIBUTIONS DANS LE CADRE DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN ET D'AUTRES ACCORDS, CORRECTIONS FINANCIÈRES ET AUTRES CONTRIBUTIONS OU RESTITUTIONS	90 601 701		90 601 701
7	INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	p.m.		p.m.
8	EMPRUNTS ET PRÊTS	21 681 805		21 681 805
9	RECETTES DIVERSES	21 526 000		21 526 000
	TOTAL GÉNÉRAL	97 502 937 098	—	97 502 937 098

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 1 4 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT D) ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM

Article Poste	Intitulé	Budget 2003	Budget rectificatif et supplémentaire no 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 1 4			
1 4 0	<i>Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 6 de la décision 2000/597/CE, Euratom</i>			
1 4 0 0	Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) de la décision 2000/597/CE, Euratom, à l'exception de celles correspondant à la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «Garantie», la réserve pour garantie de prêts et la réserve d'aide d'urgence	58 969 992 799	- 6 413 481 988	52 556 510 811
	<i>Total de l'article 1 4 0</i>	59 403 992 799	- 6 413 481 988	52 990 510 811
	TOTAL DU CHAPITRE 1 4	59 403 992 799	- 6 413 481 988	52 990 510 811
	Total du titre 1	95 665 576 864	- 6 413 481 988	89 252 094 876

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 1 4 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT D) ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 2000/597/CE, EURATOM

1 4 0 *Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 6 de la décision 2000/597/CE, Euratom*

1 4 0 0 Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) de la décision 2000/597/CE, Euratom, à l'exception de celles correspondant à la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «Garantie», la réserve pour garantie de prêts et la réserve d'aide d'urgence

Budget 2003	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
58 969 992 799	- 6 413 481 988	52 556 510 811

Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil, du 29 septembre 2000, relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 253 du 7.10.2000, p. 42), et notamment son article 2 paragraphe 1 point d).

Le taux, réserve pour garantie de prêts et réserve d'aide d'urgence non comprises, à appliquer au revenu national brut des États membres pour l'exercice s'élève à 0,5484 %.

États membres	Budget 2003	Budget rectificatif et supplémentaire no 2	Nouveau montant
Belgique	1 741 345 763	- 189 385 976	1 551 959 787
Danemark	1 187 758 533	- 129 178 716	1 058 579 817
Allemagne	13 412 867 615	- 1 458 762 004	11 954 105 611
Grèce	929 236 631	- 101 062 288	828 174 343
Espagne	4 399 651 640	- 478 499 067	3 921 152 573
France	9 665 395 007	- 1 051 192 884	8 614 202 123
Irlande	698 973 918	- 76 019 284	622 954 634
Italie	8 158 151 634	- 887 267 508	7 270 884 126
Luxembourg	134 213 462	- 14 596 841	119 616 621
Pays-Bas	2 926 511 897	- 318 282 748	2 608 229 149
Autriche	1 364 021 426	- 148 348 786	1 215 672 640
Portugal	804 689 441	- 87 516 735	717 172 706
Finlande	885 024 920	- 96 253 893	788 771 027
Suède	1 588 087 114	- 172 717 812	1 415 369 302
Royaume-Uni	11 074 063 798	- 1 204 397 446	9 869 666 352
Total du poste 1 4 0 0	58 969 992 799	- 6 413 481 988	52 556 510 811

TITRE 3

EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS

CHAPITRE 3 0 — EXCÉDENT DISPONIBLE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Article Poste	Intitulé	Budget 2003	Budget rectificatif et supplémentaire no 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 3 0			
3 0 0	<i>Excédent disponible de l'exercice précédent</i>	1 000 000 000	+ 6 413 481 988	7 413 481 988
	TOTAL DU CHAPITRE 3 0	1 000 000 000	+ 6 413 481 988	7 413 481 988
	Total du titre 3	1 000 000 000	+ 6 413 481 988	7 413 481 988
	TOTAL GÉNÉRAL	97 502 937 098	—	97 502 937 098

TITRE 3

EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS

CHAPITRE 3 0 — EXCÉDENT DISPONIBLE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

3 0 0

Excédent disponible de l'exercice précédent

Budget 2003	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
1 000 000 000	+ 6 413 481 988	7 413 481 988

Règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000 du Conseil, du 22 mai 2000, portant application de la décision 94/728/CE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés (JO L 130 du 31.5.2000, p. 1).

Décision 2000/597/CE, Euratom du Conseil, du 29 septembre 2000, relative au système des ressources propres des Communautés européennes (JO L 253 du 7.10.2000, p. 42), et notamment son article 7.

Règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 248 du 16.9.2002, p. 1), et notamment son article 15.

Conformément aux dispositions de l'article 15 du règlement financier, le solde de chaque exercice est inscrit, selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit, en recette ou en dépense dans le budget de l'exercice suivant.

Les estimations appropriées desdites recettes ou dépenses sont inscrites dans le budget au cours de la procédure budgétaire et, le cas échéant, par recours à la procédure de la lettre rectificative présentée conformément à l'article 34 du règlement financier. Elles sont établies conformément aux principes visés à l'article 15 du règlement (CE, Euratom) n° 1150/2000.

Après la remise des comptes de chaque exercice, la différence par rapport aux estimations est inscrite dans le budget de l'exercice suivant par la voie d'un budget rectificatif et/ou supplémentaire.

Un déficit est inscrit au chapitre B0-3 0 de l'état des dépenses de la section III «Commission».